

TIME RECEIVED
May 8, 2015 3:21:43 PM GMT+02:00

REMOTE CSID
0227918180

DURATION
370

PAGES
19

STATUS
Received

08-05-15;15:14 ;Mission du Maroc

;0227918180

1 / 19

*Mission Permanente
du Royaume du Maroc
Genève*



البعثة الدائمة
للمملكة المغربية
جنيف

ATL 1163

Genève, le 01 mai 2015

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Haut Commissariat aux droits de l'Homme et, en se référant à la correspondance du Secrétariat en date du 31 mars 2015, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, les éléments de réponse des autorités marocaines concernant les informations afférentes au questionnaire de la rapporteuse spéciale sur « la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ».

La Mission Permanente du Royaume du Maroc saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux droits de l'Homme l'assurance de sa Haute Considération



Haut Commissariat aux Droits de l'Homme
Palais des Nations
1211 Genève

Fax : 41 22 917 9006

E-mail : sraleofchildren@ohchr.org

ROYAUME DU MAROC
Ministère de la Santé



المملكة المغربية
+٤٧١٨٤٦ | ١٣٤٧٥٤٥
وزارة الصحة
+٤٤٤٤٥٤٥ | +٤٤٥٤٥٤٤
الكتابة العامة
+٤٤٤٤٥٤٥ | +٤٤٥٤٥٤٤

Secrétariat Général

27 AVR. 2015

A

٢٧ - ٤ - ٢٠١٥

Monsieur le Secrétaire Général
de la Délégation Interministérielle
aux Droits de l'Homme

٢٠١٥

10.29

2015 076

OBJET: Questionnaire de la Rapporteuse Spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie *mettant en scène des enfants*
V. Réf. Lettre n°2 0151837 datée du 08 avril 2015.

En réponse à votre lettre sus-référencée, relative au Questionnaire de la rapporteuse spéciale sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les éléments de réponse aux questions posées par la rapporteuse onusienne.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Secrétaire Général

Dr. Abdelhadi Bougâli Alaoui

Réponse au questionnaire de la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Conformément à ses attributions et guidé par le cadrage des articles 31, 34 et 154 de la constitution de 2011, la loi cadre n°34-09 relative au système de santé et à l'offre de soins promulguée en juillet 2011, les documents et les recommandations de la 2^{ème} Conférence Nationale sur la Santé, les engagements internationaux du pays dans le cadre des conventions et traités ratifiés, et conformément à ces engagements dans le cadre de la stratégie sectorielle 2012 – 2016, le Ministère de la santé accorde une importance capitale à toutes les questions relatives à la violence à l'encontre des enfants en général. La vente et l'exploitation y compris l'exploitation sexuelle restent prohibées depuis l'aube de l'indépendance et la législation est sévère envers ces phénomènes et leurs auteurs directs et indirects.

1. Cadre politique, légal, institutionnel et budgétaire

L'engagement politique du Ministère de la santé en faveur de la question de la violence à l'encontre des enfants se traduit par un fort plaidoyer exercé au niveau du parlement pour renforcer le cadre législatif protecteur et également auprès des différents intervenants institutionnels impliqués dans la chaîne de prise en charge des victimes afin de renforcer les mécanismes de protection et aussi de prévention. L'approche adoptée étant basée sur l'association de l'approche droit à une approche genre et justifiant d'une démarche basée sur l'évidence scientifique visant à mettre le focus sur les facteurs de risque de ce phénomène au sein de la société marocaine ainsi que sur ses conséquences néfastes sur la santé des enfants victimes à court et à long terme mais aussi sur les conséquences économiques et sociales de la violence à l'encontre des enfants en général pour mettre en avant son coût important pour le système de santé et aussi pour la société. Cet engagement constitue une étape faisant suite à un construit historique marquée par plusieurs stations phares notamment la ratification de la convention des droits de l'enfant et ses protocoles, la création de l'observatoire national des droits de l'enfant et la généralisation des mécanismes de protection sociale des enfants en situation difficile ou vulnérables. Aussi, le département de la santé est partie prenante à travers toutes les actions visant à réaliser le droit des enfants à la santé dans le plan d'action national pour l'enfance « *PANE 2006 – 2015* », la nouvelle « *politique publique intégrée de protection de l'enfance au Maroc* » et qui est sous la coordination du Ministère de la solidarité de la femme de la famille et du développement social et dont la survenue fait suite aux recommandations issues de l'évaluation du PANE. Cette dynamique a permis

- dès 2006 l'inauguration par SAR la Princesse Lalla Meryem de la première unité intégrée de prise en charge des femmes et des enfants victimes de violence à Marrakech;
- en 2007 un guide de référence normes et standard de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence a été élaboré ;
- en 2008 la diffusion de la circulaire n° 1040 instituant la généralisation des unités intégrées de prise en charge des femmes et des enfants victimes de violence dans les hôpitaux du pays ;

- en 2009 il y a eu l'élaboration et la mise en œuvre, de l'Enoncé de Politique et Plan d'Action pour l'institutionnalisation de la prise en charge intégrée des femmes et des enfants victimes de violence dans le secteur de la santé ;

- en 2013 la circulaire n° 1590 du 15 juillet a institué la gratuité des certificats médico-légaux délivrés aux enfants victimes de violence.

Actuellement, les normes et standards de prise en charge sont en cours de révision à la lumière des recommandations et des nouvelles normes cliniques éditées par l'OMS en 2013. Aussi le Ministère de la Santé structure toutes les activités qui se font dans ce sens sous forme d'un programme de santé publique individualisé pour être aligné avec la Résolution WHA67.15 de l'assemblée mondiale de la santé de 2014 incitant à développer un plan d'action global afin de renforcer le rôle des systèmes de santé dans la lutte contre la violence interpersonnelle en particulier à l'égard des femmes et des enfants. Pour cela une unité de lutte contre la violence fondée sur le genre a été créée au sein de la Direction de la population en janvier 2014 et qui constitue également le point focal genre au sein du département.

Toutes les activités développées pour faire face à la violence à l'égard des femmes et des enfants font appel au budget du Ministère mais aussi à la coopération internationale ; il est difficile de quantifier le budget global vu que les unités intégrées de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence sont implantées dans les hôpitaux qui sont sur le plan budgétaire des services de l'état gérés de manière autonome.

2. Eléments nécessaires pour établir un système de soin et de réadaptation exhaustif et fondé sur les droits pour les enfants victimes de violence

- une sensibilisation de l'ensemble des acteurs sur le concept de violence fondée sur le genre ;

- Des ressources humaines qualifiées disponibles et bien réparties sur le territoire il s'agit tout particulièrement des assistant(e)s sociales, des psychologues, des pédiatres, des pédopsychiatres et des médecins légistes ;

- Des protocoles de prise en charge standardisés selon les recommandations de l'OMS et de la société savante et basés sur l'évidence scientifique, ces protocoles doivent être connus de tous les professionnels de santé impliqués dans la prise en charge des victimes ;

- Des professionnels de santé au niveau des structures de soins de santé primaires pour le moins sensibilisés et initiés aux soins de première ligne et à la conduite à tenir face au dépistage de cas d'enfants victimes de violence ;

- Un système de référence contre référence opérationnel et réactif entre le premier niveau de soins et les structures plus spécialisées et plus qualifiées ;

- Des structures d'appui au système de soins ;

- Un financement suffisant et durable permettant de maintenir une qualité de prestation au niveau de toutes les étapes et à chaque maillon de la chaîne de prise en charge multisectorielle.

3. Exemple de bonne pratique

Les unités intégrées de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence implantées dans les hôpitaux du Royaume peuvent constituer un exemple d'initiative permettant d'apporter une réponse adéquate aux besoins des victimes de violence notamment dans un contexte marqué par un besoin en moyens financiers et de ressources humaines spécialisées.

4. Les défis identifiés par le pays

- Le premier défi est celui des ressources humaines. Actuellement, le système de soin souffre d'un déficit aigu en personnel de santé tout particulièrement pour les spécialités impliquées dans la prise en charge des victimes de violence, il s'agit surtout des assistant(e)s sociales, des psychologues, des pédopsychiatres et des médecins légistes.

- Le deuxième défi concerne les structures d'appui comme les centres d'hébergement provisoire d'urgence.

- Le troisième défi est constitué par la capacité du système d'information qui doit générer les connaissances utiles à la prise de décision, cela dit un travail est en cours au sein du Ministère de la santé pour mettre en place un système d'information accessible sur le web permettant d'avoir des données fiables et en temps réelle.

- Le quatrième défi est celui de la recherche et des études sur la base de méthodes scientifiques rigoureuses qui restent insuffisantes notamment en ce qui concerne les facteurs de risque et de protection des enfants victimes de violence ainsi que celles concernant l'évaluation des interventions et des différentes initiatives institutionnelles ou associatives mises en place afin d'apporter l'évidence scientifique quant à leur impact sur l'état de santé des victimes de violence.

5. L'opinion et les besoins des enfants et la conception et la provision des services de soins et de réadaptation

Toutes les politiques visant la protection des droits des enfants en général au Maroc associent les enfants et les associations travaillant avec les enfants lors des ateliers de conception et de leur élaboration cela a été le cas pour le PANE 2006-2015 et c'est le cas pour ce qui est de la nouvelle politique publique intégrée de protection de l'enfance qui est en cours de préparation.

Le Ministère de la santé ne déroge pas à la règle et travaille en étroite collaboration avec les organisations de la société civile très actives dans le domaine, elles sont associées aux différents ateliers d'élaboration des interventions et des programmes et c'est le cas en ce moment pour le travail qui est en cours concernant la révision des normes de prise en charge des enfants victimes de violence. Le Ministère de la santé se base également pour identifier les besoins des enfants sur les études de terrain menées avec des méthodes scientifiques rigoureuses, qu'elles soient pilotées par le département lui-même ou par d'autres partenaires ; la dernière en date est l'étude sur la violence sexuelle à l'encontre des enfants au Maroc publiée par l'UNICEF, l'association AMANE et le conseil national des droits de l'homme et à laquelle le département de la santé a contribué à plus d'un titre.

6. L'accès des enfants victimes aux services de soutien

L'accès des enfants aux services de soutien est garanti par l'effort fourni par le département pour généraliser les unités intégrées de prise en charge des femmes et enfants victimes de violence au niveau des structures hospitalières du pays. Un autre effort est en cours de préparation pour initier les professionnels de santé au niveau des établissements de soins de santé primaires (ESSP) à la prise en charge des victimes à leur niveau et au système de référencement.

Il est important de signaler que toutes les prestations sont gratuites au niveau des ESSP, au niveau des hôpitaux le certificat médico-légal est gratuit par circulaire ministérielle, et même les autres prestations peuvent l'être sur la base du rapport de l'assistante sociale permettant l'exonération du paiement pour les victimes sans ressources ou issues de milieux pauvres. Aussi le régime d'assistance médicale aux démunis (RAMED) actuellement généralisé dans tous le pays permet de couvrir les prestations pour cette catégorie de la population.

7. La perspective de Genre

La prise en compte de l'approche genre est l'un des signaux forts de l'engagement du département, la mise en place de l'unité de lutte contre la violence fondée sur le genre (ULVFG) au sein de la Direction de la Population en constitue l'illustration ; le programme de santé publique en cours de structuration cité ci haut compte parmi son référentiel la violence fondée sur le genre et toutes les activités développées dans le cadre de ce programme adoptent l'approche genre, plus spécifiquement l'ULVFG au cours de l'année 2015 un projet de formation des responsables du Ministère de la santé au niveau des services déconcentrés sur « la budgétisation sensible au genre » dont le but est d'intégrer la perspective genre dans tout le processus de planification à travers une démarche inclusive intégrant les indicateurs sensibles au genre dans ce processus.

8. Les programmes de prévention visant les enfants à risque ou en situation vulnérable

Programme National d'Immunisation : qui délivre des prestations de vaccination sur 11 vaccins pour les enfants gratuitement.

Programme de Nutrition qui délivre des prestations de supplémentation et de fortification gratuitement pour les enfants.

Programme de protection des enfants qui délivre des prestations de soins et de prise en charge de tous les enfants gratuitement.

Programme de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants qui délivre des prestations de prise en charge des survivants à la violence.

Programme d'handicap qui délivre des prestations de soins et de prise en charge pour tous les enfants gratuitement.

Programme de santé scolaire qui délivre des prestations pour la promotion de la santé au niveau de toutes les écoles.

ROYAUME DU MAROC
 MINISTERE DE LA JEUNESSE
 ET DES SPORTS
 SECRETARIAT GENERAL
 DIRECTION DE LA
 JEUNESSE DE L'ENFANCE
 ET DES AFFAIRES
 FEMININES
 DIVISION DE L'ENFANCE



المملكة المغربية
 وزارة الشباب والرياضة
 المكتب العام
 مديرية الشباب والطفولة
 والشؤون النسوية
 قسم الطفولة

Rabat, le:

A

Monsieur le Délégué Interministeriel aux Droits de l'Homme.
 -Secrétaire général-

Objet : Réponse au questionnaire de la Rapporteuse Spéciale sur la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Réf : votre lettre N° 20151838 du 8 Avril 2015.

Suite à votre lettre susmentionnée concernant le questionnaire de la Rapporteuse Spéciale sur la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. J'ai l'honneur de vous faire part des réponses ci-jointes de mon département sur ledit questionnaire.

Veillez recevoir, Monsieur le Délégué, mes salutations les meilleures.



Questions aux Etats membres :

8. Veuillez fournir de l'information sur les programmes de prévention développée par votre pays qui vouent une attention particulière aux enfants à risque ou en situation vulnérable (par exemple des enfants travaillant et/ou vivant dans la rue, des enfants placés dans des institutions, des enfants migrants non accompagnés).

Réponse :

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports responsable de la gestion des centres de sauvegarde de l'enfance, qui sont des établissements socio-éducatifs qui accueillent, sur décision judiciaire, des mineurs de 12 à 18 ans ayant commis des délits ou des infractions pénales, en application des articles 471 et 481 du code de la procédure pénale marocaine et les enfants en situation difficile en application à l'article 521 dudit code. Le réseau actuel des centres de sauvegarde des enfants est composé de 20 centres répartis sur le territoire marocain dont 5 pour filles.

L'amélioration des conditions de vie et de protection des enfants placés dans ces centres représente une préoccupation majeure du ministère et de ses partenaires. La pris en charge des enfants dans les centres de protection de l'enfance, quand il s'avère nécessaire, doit se faire en alignement avec les normes internationales.

En effet, les activités principales attribuées au MJS est :

- ❖ Assurer la prise en charge des jeunes en conflit avec la loi ou en difficulté placés par les tribunaux d'enfants pour les aider à réintégrer la société.
- ❖ Développer des actions et activités de sensibilisation de la société et des acteurs sur la protection et la sauvegarde de l'enfance.

Nombre d'enfant placé dans le C.P.E Au titre des années 2011-2012-2013 :

Les Bénéficiaires	Le Nombre
L'année 2011	5027
L'année 2012	5065
L'année 2013	4805

GRANDES ACTIONS DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

- ❖ La standardisation de la bonne pratique en matière de gestion des CPE
- ❖ L'application cohérente des normes et standards de prise en charge des mineurs dans les CPE
- ❖ L'amélioration des capacités techniques des CPE à fournir des services essentiels en matière de prise en charge des mineurs.
- ❖ Renforcement des capacités du personnel
- ❖ Développement de nouvelles activités et procédures
- ❖ Généralisation des outils (Manuel, Life Kills, Procédures d'inspections, besoin et risque)
- ❖ Système d'information.

Le Conseil national des enfants des centres de protection de l'enfance

Organe consultatif national et partenaire clé dans la gestion, composé des chefs des conseils des enfants de chaque institution ou de leurs représentants. il est impératif de citer que le conseil s'est tenu huit fois depuis 29Mai 2008, jusqu'au 22 Mai 2014.

Les objectifs du Conseil national de l'enfant

- ❖ La participation des enfants est un droit pour tous les enfants.
- ❖ Exprimer leurs opinions sur les événements et leurs biens et faire valoir leur droit.
- ❖ Consolidation de la citoyenneté active et le comportement démocratique participative chez les jeunes.
- ❖ Contribution des enfants à la gestion participative de l'institution.
- ❖ Donner aux enfants la possibilité d'acquérir les compétences, l'indépendance et de l'intégration sociale.

Chronologie

- ❖ La création du Conseil des enfants des centres de protection de l'enfance (note ministérielle sous n° 147 en date du 27 Mars 2008).
- ❖ 29 mai 2008 : Recommandation du sixième festival nationale des centres de protection des enfants organisé à Marrakech : la création du Conseil national des enfants des centres de protection de l'enfance relevant du MJS.
- ❖ 28 Juin 2011 : l'élection des membres du bureau du Conseil national des enfants des centres protection de l'enfance organisé au siège du ministère.

- ❖ 27 et 28 Octobre 2011 : L'organisation de la première session "le Conseil de l'enfant et le droit de participer," au centre de protection de l'enfance Abdessalem Bennani à Casablanca.
- ❖ 16 et 17 Février 2012 : L'organisation de la deuxième session du Conseil national à Marrakech, sous la présidence effective du directeur de la jeunesse et de l'enfance et de féminine accompagné du président du Chambre du Cour d'appel à Marrakech.
- ❖ 26 et 27 Juin 2012 : organisation de la troisième session du Conseil national l'enfance, au centre de protection de l'enfance Meknès.
- ❖ 23 et 24 Avril 2013 : L'organisation de la quatrième session du Conseil national pour l'enfance à Témara.
- ❖ 13 - 20 Avril 2014 : Organisation d'une colonie lors de vacances printanières pour les conseils des enfants des centres de protection de l'enfance, dont les thèmes choisie par les enfants sur les droits de l'enfant.
- ❖ 20 Avril, 2014 : Création d'une page spéciale sur les sites de réseau social.
- ❖ 21 au 22 mai, 2014 : L'organisation de la cinquième session du Conseil national pour les centres de protection de l'enfance au centre Fqih Ben Salah.

23/04/2015 09:27

0537734725

SS MIN JUSTICE

PAGE 01/03

شهادة

السلطة الوطنية للوقاية من
مخاطر الاتجار بالبشر
رقم 1016
تاريخ 22 أبريل 2015



المملكة المغربية

والحرية والعدل

الكتابة العامة

ع.س/487

الرباط، فري

22 أبريل 2015

السيد المنكوب الوزير المكلف بحقوق الإنسان

الموضوع : الاستبيان المنجز من طرف خبيرة خاصة حول بيع الأطفال واستغلالهم في
البغاء وفي المواد الإباحية.

المرجع : رسالتكم رقم 20151841 بتاريخ 18 أبريل 2015.

سلام قلم بوجوه مولانا الإسلام

وبعد، فعلاقة بالموضوع والمرجع المشار إليهما أعلاه، يشرفني أن أحيل
عليكم عناصر جواب هذه الوزارة المتعلقة بالاستبيان المنجز من طرف الخبيرة
الخاصة حول بيع الأطفال واستغلالهم في البغاء وفي المواد الإباحية.
وتفضلوا، بقبول فائق التقدير والاحترام، والسلام.

الكتابة العامة

المنضم: عبد الله لحكيم بناني

أجوبة

عن الاستبيان المتعلق بمجهودات وزارة العدل والحريات في مجال حماية الأطفال ضحايا البيع والاستغلال خاصة الاستغلال الجنسي

إثر مصادقة المملكة المغربية على الموائيق الدولية المعنية بالتهوض بحقوق الطفل وتعزيز ضمانات حمايتها، في مقدمتها الاتفاقية الدولية لحقوق الطفل سنة 1993 و بروتوكولاتها الاختيارية، خاصة منها البروتوكول الاختياري المتعلق بمنع بيع الأطفال واستغلالهم في البغاء وفي المواد الإباحية سنة 2002، أعلنت عن التزامها بتنزيل مضامين الموائيق الدولية المذكورة على المستوى الوطني، وعملت وزارة العدل والحريات بصفتها قطاعا معنيا بتحقيق الحماية لجميع فئات المجتمع وفي مقدمتها الفئات الهشة منه على اتخاذ جملة من التدابير وفق نسق تقدمي محكم غايته الرقي بالمنظومة التشريعية ذات الطبيعة الحمايية للطفل واكبتها بخلق آليات مؤسسية وإجراءات عملية لتتبع كيفية إعمال النصوص الزجرية الرادعة عن التطاول على حقوق الطفل وانتهاكها وتقييم مدى نجاعتها في تحقيق ذلك.

تجدر الإشارة في البداية إلى أن دستور المملكة الجديد لسنة 2011 الذي يعد المصدر الأساس لكل تشريع محلي اعتبر توفير الحماية القانونية للطفل من المسؤوليات الأولى للدولة حيث نصت الفقرة الثالثة من المادة 32 منه:

"تسعى الدولة لتوفير الحماية القانونية، والاعتبار الاجتماعي والمعنوي لجميع الأطفال، بكيفية متساوية، بصرف النظر عن وضعيتهم العائلية".

على هذا الأساس تم إعداد إستراتيجيات وطنية مندمجة لحماية الطفل رتبت التزامات على كافة القطاعات الوطنية ومن بينها وزارة العدل والحريات التي بادرت إلى الوفاء بالتزاماتها من خلال انخراطها الفعلي في مخطط للإصلاح يستهدف التهوض بأوضاع الطفل وتعزيز حمايته الجنائية، بتقوية ترسانتها التشريعية الزجرية وإيجادها لآليات مؤسسية مصاحبة ووضعها لخطة عمل محكمة ترمي بها إلى الرقي بالعمل القضائي في هذا المجال.

• على المستوى التشريعي:

يتضمن القانون الجنائي المغربي الحالي مقتضيات قانونية كافية لردع جميع الانتهاكات التي تلحق الأطفال خاصة منها المتعلقة بزجر بيع الاطفال واستغلالهم جنسيا وفي المواد الإباحية.

ويتعلق الأمر خاصة ب:

- معاقبة من عرض أو ترك طفلا دون سن 15 سنة عاجزا لا يستطيع حماية نفسه بسبب حالته الجسمية أو العقلية في مكان خال من الناس أو حمل غيره على ذلك بالحبس من سنة إلى ثلاث سنوات..... (الفصل 459 منه)؛

- معاقبة من عرض أو ترك طفلا دون سن 15 سنة عاجزا لا يستطيع حماية نفسه بسبب حالته الجسمية أو العقلية في مكان غير خال من الناس أو حمل غيره على ذلك بالحبس من ثلاثة أشهر إلى سنة..... (الفصل 461 منه) مع تشديد العقوبة في حالات خاصة واردة بعد هذا الفصل؛

- تجريم بيع أو شراء الأطفال (الفصل 1-467 منه)؛

- معاقبة من استغل طفلا دون 15 سنة لممارسة عمل قسري أو توسط أو حرص على ذلك (الفصل 2-467 منه)؛

- المعاقبة على مختلف الأفعال التي تدرج في إطار الاختطاف أو التخريب الممارسة في حق الاطفال دون سن الثامنة عشرة (الفصول من 471 إلى 478 منه)؛

- معاقبة من أقدم على هتك عرض قاصر بالعنف أو دون عنف ومحاولة ذلك في نصوص الفصول من 484 إلى 488 منه)؛

- تجريم أفعال التحريض على الدعارة وتشجيع القاصرين عليها أو استدراجهم أو استخدامهم في البغاء (الفصل 497 منه)، وجعل من قصور سن الضحية طرفا مشددا في عدة جتج؛

- معاقبة كل من حرص أو شجع أو سهل استغلال الأطفال في المواد الإباحية وذلك بتصويرهم بأية وسيلة كانت أو في أنشطة جنسية أو أي تصوير للأعضاء الجنسية للأطفال لأغراض ذات طبيعة جنسية ومعاقبة كل من قام بإنتاج أو توزيع أو نشر أو استيراد أو تصدير أو عرض أو بيع أو حيازة مواد إباحية من هذا القبيل (الفصل 2-503 منه)؛

- تجريم محاولة ارتكاب هذه الأفعال (الفصل 504 منه)؛

- إجبار منسؤولية الأشخاص الاعتباريين عند ارتكابهم هذه الأفعال (1-501 منه)؛

- إعفاء الأطباء ومنساعديهم من التقيد بالسري المهني للتبليغ عن أي اعتداء مرتكب ضد الطفل بلغ إلى علمهم أثناء ممارستهم لمهامهم.

- اعتبار الشجع المنزكبة في حق الاطفال الذين لم يمضوا ثمان عشرة سنة ميلادية كاملة من الجنح المقررة لحالة العود (الفصل 158 منه)؛

السجن المؤبد إذا ارتكب التعذيب في حق قاصر دون سن 18 سنة (الفصل 4-213 منه)؛
معاقبة من علم بوقوع جناية أو محاولة ارتكابها في حق طفل يقل سنه عن 18 سنة ولم
يشعر بها السلطات فوراً (الفصل 299 منه)؛

معاقبة كل من جرح أو ضرب عمداً طفلاً دون الخامسة عشرة من عمره أو تعمد حرمانه
من التغذية أو العناية، حرماناً يضر بصحته، أو ارتكب عمداً ضد هذا الطفل أي نوع آخر من العنف
أو الإيذاء فيما عدا الإيذاء الخفيف (الفصل 408 منه)؛
كما يتم تشديد العقوبات في الحالات الآتية:

- جريمة جلب أطفال بقصد تحريضهم على البغاء والدعارة (الفصل 499 منه)؛

- التغاضي عن تعاطي الدعارة؛

- استدراج الأطفال للمحلات والأماكن المنصوص عليها في الفصل 282 من القانون

الجنائي (محلات الرهان ولعب القمار...)

- إقرار عقوبات جنائية رادعة لهذه الأفعال تتراوح بين ثلاث سنوات وعشر سنوات، علماً

أن العقوبة قد تصل إلى السجن المؤبد كما في حالة استغلال الطفل في الدعارة والبغاء إذا ارتكبت
الجريمة بواسطة التعذيب (2-499 منه)؛

- مضاعفة العقوبة إذا كان الفاعل من أصول الطفل أو مكلفين برعايته أو ممن لهم سلطة

عليه في جريمة نقل طفل لإخفائه بقصد عدم التعرف على هويته أو بقصد استبداله بطفل آخر (الفصل
470 منه)؛

- ضرورة الأمر في الحكم الصادر بالإدانة من أجل استغلال الطفل في المواد الإباحية

بمصادرة وإتلاف هذه المواد، كما يمكن للمحكمة أن تأمر بنشر أو تعليق الحكم بالإدانة وأن تأمر عند

الاقتضاء بسحب الترخيص الذي كان يستفيد منه المحكوم عليه وكذا الحكم بإغلاق المحلات بصفة
نهائية أو مؤقتة (الفصل 503-2 منه)؛

- وتعزيزاً لهذه مقتضيات الواردة في القانون الجنائي نص قانون المسطرة الجنائية على

اعتماد أمد جديد للتقادم الجنائي عند بلوغ الطفل المعتدى عليه سن الرشد، وذلك بالنسبة لأي اعتداء

يجرمي يرتكبه في حقه أحد أصوله أو من له رعاية أو كفالة أو سلطة عليه، وأعطى للنياحة العامة أو

للأشخاص ذوي الإحتياجات الخاصة - إصدار أمر قضائي بإيداع الطفل الضحية لدى شخص جدير بالثقة، أو

إيداعه في مؤسسة متخصصة أو جمعية ذات منفعة عامة مؤهلة لذلك أو بتسليمه لمصلحة أو مؤسسة عمومية

مؤهلة بكفاءة برعاية الطفولة - أن يصدر حكم نهائي في موضوع الجناية أو الجنحة ضد حثيتها.

كما تضمن هذا القانون جملة من المكتسبات ترمي إلى تعزيز الحماية للضحايا خاصة

منهم الأطفال بما يسمح بتعزيز وضعهم القانوني وحمايتهم طيلة جريان المسطرة القضائية من خلال

إجراءات مسطرية خاصة، ويتعلق الأمر بالتعديل الأخير في أكتوبر 2011 في شأن حماية الضحايا والشهود، ونذكر من ضمن المواد التي عنيت بتوفير هاته الحماية :

المادة 5.82:

- " يقوم وكيل الملك أو الوكيل العام للملك أو قاضي التحقيق كل فيما يخصه، باتخاذ تدابير الحماية الكفيلة بتأمين سلامة الضحية أو أفراد أسرته أو أقاربه أو ممتلكاته من كل ضرر قد يتعرض له جراء تقديم شكايته، ويمكن لهذه الغاية أو يوضع رهن إشارة الضحية ما يلي:
- رقم هاتفي خاص بالشرطة القضائية أو بالمصالح الأمنية يمكنه الإتصال به في أي وقت لطلب الحماية؛
 - حماية جسدية له أو لأفراد أسرته أو لأقاربه من طرف القوة العمومية؛
 - تغيير أماكن الإقامة وعدم إفشاء المعلومات المتعلقة بالهوية؛
 - يمكن عرض الضحية على أنظار طبيب مختص وتخصيصه بالرعاية الاجتماعية اللازمة، عند الإقتضاء.
 - إذا كانت تدابير الحماية المذكورة غير كافية، يمكن بقرار مغلل اتخاذ أي تدبير آخر يعتبر ضمانا فعلية لفائدة مستحق الحماية.....".

المادة 6.82:

" يحق للشاهد أو الخبير في أي قضية، إذا ما كانت هناك أسباب جدية من شأنها أن تعرض حياته أو سلامته الجسدية أو مصالحه الأساسية أو حياة أفراد أسرته أو أقاربه أو سلامتهم الجسدية أو مصالحهم الأساسية للخطر أو لضرر مادي أو معنوي إذا ما أدلى بشهادته أو إفادته، أن يطلب من وكيل الملك أو الوكيل العام للملك أو قاضي التحقيق -حسب الأحوال- تطبيق أحد الإجراءات الملصوق عليها في البنود 6 و7 و8 من المادة 7.82 وذلك بعد بيان الأسباب المذكورة".

وجدير بالذكر أن الميثاق الوطني لإصلاح منظومة العدالة الصادر سنة 2014 تضمن توصيات خاصة بتعزيز الحماية الجنائية للقاصرين نذكر منها:

- التوصية رقم 63: المتعلقة بتعزيز الحماية القانونية لضحايا الجريمة، ولا سيما الفئات المجتمعية الهشة الأطفال وذوي الاحتياجات الخاصة.
- التوصية رقم 64: المتعلقة بتعزيز الحماية للأحداث الموجودين في نزاع مع القانون أو ضحية جريمة، وتوتتخ الحماية القانونية لتشمل أيضا الأحداث الموجودين في وضعية صعبة بما يحقق مصالحهم الفضلى.

وتنزيلا لها تنكب وزارة العدل والحريات خلال هذه الأونة على مراجعة دقيقة مجموعة القانون الجنائي ونور لوزن المسطرة الجنائية بما يمكن من تجاوز مكان الضعف التشريعي وركن توفير

الحماية الشاملة للحقوق والحريات وأهمها تعزيز الحماية القانونية للطفل أيا كانت وضعيته، وكذا تبسيط المساطر والإجراءات القضائية في القضايا التي يكون أحد أطرافها طفل مراعاة لهشاشته وتحققا لمصلحته الفضلى، وتشديد العقوبات بالنسبة لكافة الانتهاكات التي تلحقه خاصة الاعتداءات الجنسية التي أصبحت تعتبر كلها جنایات ولا يسمح فيها بإهمال ظروف التخفيف.

كما أنه، إضافة إلى مراجعة القانون الجنائي تم إعداد مشروع لتعديل قانون المسطرة الجنائية الذي تضمن مقتضيات لمأسسة خلايا التكفل بالنساء والأطفال ودور المساعدة الاجتماعية في مرافقة ومساعدة النساء والأطفال والتكفل بهم.

• على المستويين المؤسسي والعملي:

تزامنا مع الإصلاحات التشريعية المذكورة سلفا، وبالنظر للارتفاع المتزايد للقضايا التي يكون الضحية فيها طفل ولخطورة الأفعال الجرمية المرتكبة في حقها خاصة منها بيعه أو إستغلاله في العمل القسري أو في المواد الإباحية، أحدثت وزارة العدل والحريات بمقر إدارتها المركزية خلية مركزية مكلفة بقضايا المرأة والطفل، يسند إليها إضافة إلى مهامها الاعتيادية تتبع القضايا الرائجة بالمحاكم التي تخص المرأة أو الطفل أيا كانت وضعيته، وكذا تلقي الشكايات المتعلقة بهاتين الفئتين وتوجيهها بعد الدراسة إلى الجهات القضائية التابعة لها من أجل اتخاذ الإجراءات القانونية اللازمة فيها. كما أحدثت الوزارة بتاريخ 31 دجنبر 2004 وحدات خاصة باستقبال ومعالجة قضايا الأطفال بجميع محاكم المملكة وعددها 88 منها 21 محكمة استئنافية و67 محكمة ابتدائية، سميت بـ"خلايا التكفل بالنساء والأطفال"، تعنى بمعالجة جميع القضايا التي يكون أحد أطرافها طفل سواء أكان ضحية أفعال جرمية، أو في وضعية صعبة وتشمل هذه الوضعية الأطفال ضحايا الإهمال الأسري والأطفال المتخلى عنهم، أو في نزاع مع القانون وكذا الطفل ضحية التهجير أو الإتجار بالبشر، تنظم عملها وتدير شؤونها تحت إشراف الخلية المركزية المذكورة وفق خطة عمل للارتقاء بالعمل القضائي في هذا المجال، يتم تخيينها سنويا حسب الأولوية والظروف، تنوم على محاور ثلاثة أساسية:

✓ المحور الأول: تحسين أداء خلايا التكفل بالنساء والأطفال، من خلال:

دعم هذه الخلايا بالموارد البشرية والمعدات والتجهيزات الكفيلة بذلك، حيث حرصت الوزارة على تمثيل كافة المتدخلين في قضايا الطفل طيلة فترة المعالجة القضائية لها بدء من الاستقبال إلى حين صدور الحكم أو التنازل الحاسم فيها بالخلية المذكورة، حيث تضم: ممثل للنيابة العامة، قاض للتحقيق، قاض للأحداث، قاض للحكم نساء ورجالا في إطار يستحضر مقاربة النوع بما يضمن تكامل الخدمات على توجه يحقق تكفلا قضائيا شاملا بالنساء والأطفال ولوجا حقيقيا للحماية الجنائية لهم، وكذا مساعدة اجتماعية متخصصة تم الحرص على تعيينها من صنف الإناث اعتبارا لطبيعة الأدوار التي تضطلع بها والتي من شأنها إصغاء المبعد الاجتماعي والإنساني على الممارسة القضائية في قضايا

النساء والأطفال، وأيضا لطبيعة الفئات المعنية بالتكفل والذين هم من النساء ضحايا العنف والأطفال بشكل عام، تتمثل مهامها بإيجاز في:

. استقبال النساء والأطفال ضحايا العنف والأطفال في وضعية صعبة والأطفال في وضعية مخالفة للقانون والأطفال في وضعية إهمال، وتقديم الدعم النفسي لهم؛
 . الاستماع لهم وفق تقنيات الخاصة ثم تكويتهم عليها وتعريفهم بالحقوق التي يخولها لهم القانون، وتوجيههم وإرشادهم وتزويدهم بالمطويات التي توضح مسار التكفل بالنسبة لكل فئة؛
 . توجيههم إلى وحدات التكفل بالنساء والأطفال ضحايا العنف بالمصالح الطبية، لتلقيهم العلاجات اللازمة والحصول على الشهادة الطبية ومصاحبتهم عند الإقتضاء؛
 . تتبع وضعيتهم ومواكبة مسار التكفل القضائي بهم وإطلاعهم على كل المراحل التي تهم قضاياهم وأسئلتهم؛

. القيام بناء على أمر قضائي أو إذن من وكيل الملك بالإجراءات التالية :

- إنجاز أبحاث اجتماعية، ورفع تقارير بشأنها إلى الجهة التي أمرت بها؛
- زيارة أماكن إقامة الضحايا من النساء والأطفال، وإنجاز تقرير بذلك؛
- تفقد أماكن الإيواء بالنسبة للأطفال والنساء وإنجاز تقرير بذلك؛
- تفقد أماكن إيداع الأطفال بكافة المؤسسات وإنجاز تقرير بذلك؛
- الإسهام في تعزيز التنسيق بين مكونات الخلية القضائية للتكفل بالنساء والأطفال وبين هذه المكونات وباقي الشركاء المعنيين بمسار التكفل.

وموازاة مع ذلك تم إيجاد فضاءات خاصة لاستقبال النساء والأطفال لدى هذه الخلايا بالمحاكم في ظروف تراعي خصوصية أوضاعهم الاجتماعية، تم تجهيز لحد الساعة حوالي 50 محكمة في أفق تجهيز باقي المحاكم خلال هذه السنة.

2- تسهيل الولوج إلى خدمات الخلايا وتنسيق العمل فيما بينها ومع باقي الشركاء. وذلك بوضع آليات لتشوير هذه الخلايا بالمحاكم وإعداد مطويات للتعريف بها وبخدماتها والتصنيف بالحقوق التي يكفلها القانون. المرأة والأطفال. على اختلاف وضعياتهم وكيفية الحصول عليها من طرف المؤسسة القضائية.

بناء خلايا السكن المحوون الشبان بتعزيز قدرات وآليات تدخل خلايا التكفل بالنساء والأطفال، من طريق:

1. وضع معايير نوعية موحدة لعمل الخلايا. حيث أعدت وزارة العدل والحريات دليلا للمعايير النموذجية للتكفل بالنساء والأطفال عايتها؛
2. تكوين آليات التدخل ومعايير التكفل على مستوى كافة محاكم الممملكة وطريقة

مراحل المعالجة القضائية لقضايا النساء والأطفال؛

- توفير مرجعية لآليات التدخل تراعي خصوصية عمل خلايا التكفل بالنساء والأطفال وتوضح غاية المشرع والمعايير الدولية المعتمدة في حماية النساء ضحايا العنف؛
- توخي السرعة والنجاعة والفعالية في تطبيق القانون بغية تحقيق التكفل بالنساء والأطفال؛

- توفير آلية لتقييم أداء الجهاز القضائي في ميدان التكفل بالنساء والأطفال.

دعته بإحداث سجلات خاصة تمسك بكتابة الضبط لمراقبة وضبط مسار قضايا النساء والأطفال داخل المحكمة منذ بدء المسطرة القضائية إلى غاية التنفيذ؛

2. تقوية قدرات القضاة والأطر أعضاء الخلايا ومساعدتهم (التكوين، التكوين المستمر، تبادل الخبرات). بتنظيم برامج للتكوين والتكوين المستمر على الأمدن القريب والمتوسط، لقائدة جميع مكونات الخلية من القضاة والأطر، مع إشراك ممثلين لباقي القطاعات على رأسها ضباط الشرطة والدرك الملكي والمربون بمراكز حماية الطفولة وكذا ممثلين للجمعيات الفاعلة في المجال في إطار علاقات التعازن والدعم التي تعقدها الوزارة مع المنظمات الدولية والمؤسسات الحكومية الأجنبية المعنية بمجال المرأة والطفل.

وفي نفس السياق تم تنظيم زيارات استطلاعية إلى عدد من الدول الرائدة في مجالي حماية النساء والأطفال.

✓ المحور الثالث: تعزيز تكامل مهام وقدرات المتدخلين الرئيسيين في ميدان التكفل

بالنساء والأطفال، من خلال:

1. تعزيز التنسيق مع باقي الشركاء. بإحداث آليات للتنسيق بموجب الرسالة الدورية صادرة عن وزارة العدل والحريات بتاريخ 12 أكتوبر 2010 والمتمثلة في اللجان المحلية على صعيد المحاكم الابتدائية واللجان الجهوية-على صعيد محاكم الاستئناف، تضم إلى جانب القضاة أعضاء الخلايا-بالمحاكم والمساعدات-الاجتماعيات ممثلين لكافة الشركاء الحكوميين وكذا غير الحكوميين في اتجاه تنسيق التدخلات والجهود وتوحيد الرؤى والممارسات، تحرص على عقد إجتماعاتها بشكل دوري لتقييم المنجزات والوقوف على أنجع التطبيقات والعمل على تعميمها والوقوف على الإكراهات والحرص على إيجاد حل توافقي لها.

وتجدر الإشارة- أن وزارة العدل تأخذ بعين الاعتبار آراء المجتمع المدني والجمعيات المعنية بالمرأة والطفل من خلال-إشراكها في جميع الاجتماعات والندوات التي تنظمها في إطار خطة عملها لتعزيز التكفل بوما.

2. تطوير وسائل-تجميع المعلومات والرفع من جودتها- حيث تم العمل ابتداء من سنة

2010 على إعداد نظام معلوماتي لتجميع وتحليل المعطيات والإحصائيات التي توفرها المحاكم حول قضايا الطفل بشكل عام بالتنسيق مع مصالح الحكومية الأخرى المعنية كالشرطة والدرك الملكي وذلك بدعم من صندوق الأمم المتحدة للطفولة -اليونسيف-

• الأهداف المستقبلية:

انطلاقا من النتائج المكتسبة إلى الآن واستشرافا للمستقبل تعتزم وزارة العدل والحريات تحقيق الأهداف المستقبلية الآتية:

- تفعيل اتفاقية الشراكة التي عقدها وزارة العدل والحريات مع المرصد الوطني لحقوق الطفل خلال الأشهر الأولى من السنة الجارية؛
- العمل على مراجعة دليل معايير التكفل بالنساء والأطفال المذكور وذلك على ضوء المستجدات التشريعية التي سيعرفها قانون الجنائي وقانون المسطرة الجنائية؛
- تجهيز العدد المتبقى من خلايا التكفل بالنساء والأطفال بالمعدات الضرورية لاستغلالها؛
- تعيين المزيد من المساعدات الاجتماعيات المتخصصات بخلايا التكفل بالنساء والأطفال؛

- الإستمرار في مواكبة خلايا التكفل بالنساء والأطفال في باقي الدوائر القضائية من أجل إعداد خطط عمل محلية لتعزيز التكفل القضائي والرقي بمستوى التنسيق بين مختلف المتدخلين؛
- تقييم مسار عدالة الأحداث بالمملكة من خلال القيام بدراسة تشخيصية حول واقع عدالة الأحداث بالمغرب، والتي على أساس توصياتها سيتم وضع خطة عمل جديدة محددة الأوليات وآليات تحقيقها.

- تنظيم المزيد من الدورات التكوينية والأيام الدراسية لفائدة الفاعلين أعضاء خلايا التكفل بالنساء والأطفال وكذا ممثلي القطاعات الحكومية وفعاليات المجتمع المدني المعنية بالمجال.